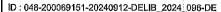
Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le





# République française Département de la Lozère COMMUNAUTÉ DE COMMUNES GORGES CAUSSES CÉVENNES

## Séance du 12 septembre 2024 à 18 heures

Date de Convocation 05 septembre 2024

Membres en exercice: 35

Présents : 24

Votants: 31

Pour: 31
Contre: 0

Abstention: 0

L'an deux mille Vingt-quatre et le 12 septembre, l'Assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Henri COUDERC,

<u>Présents</u>: Henri COUDERC, Flore THEROND, Alain CHMIEL, Alain ARGILIER, René JEANJEAN, François ROUVEYROL, Gérard PÉDRINI, Daniel GIOVANNACCI, Christian ALBARIC, Bdeia AMATUZZI, Damien ARMAND, Patrick BOSC, Martine BOURGADE, Maurice DUNY, Francis DURAND, Serge GRASSET, Pierre HERRGOTT, Sylvette HUGUET, Edith MALLET, Claudie MARTIN-PASCAL, Jean-Luc MICHEL, Vincent PRATLONG, Gisèle ROSSETTI, Gilles VERGELY,

Représentés: Serge VEDRINES pouvoir à Henri COUDERC, Michel CAPONI pouvoir à Martine BOURGADE, Marie-Thérèse CHAPELLE pouvoir à Flore THEROND, Sébastien MOREAU pouvoir à Pierre HERRGOTT, Roselyne PRADEILLES pouvoir à Sylvette HUGUET, Daniel REBOUL pouvoir à René JEANJEAN, Bernard RIEU pouvoir à Christian ALBARIC,

<u>Excusés</u>: Serge VEDRINES, Emmanuel ADELY, Michel CAPONI, Marie-Thérèse CHAPELLE, Michel COMMANDRE, Régine DOUSSIERE, Jaclyn MALAVAL, Sébastien MOREAU, Roselyne PRADEILLES, Daniel REBOUL, Bernard RIEU

Absents:

<u>Présents non votants</u>:

Secrétaire de séance : Monsieur François ROUVEYROL

# DELIB-2024-096 - RÉPARTITION 2024 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES

## Le Conseil communautaire,

CONSIDÉRANT que la péréquation favorise l'égalité, en réduisant les disparités de ressources entre collectivités territoriales et qu'elle peut revêtir, soit une forme verticale (dotations de l'État), soit horizontale, avec dans ce dernier cas, prélèvement d'une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées. C'est notamment le rôle du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) instauré en 2012, entre les communes-membres et leur intercommunalité,

**CONSIDÉRANT** que cette redistribution horizontale de proximité renforce la solidarité intracommunautaire, avec des prélèvements sur les collectivités disposant des ressources les plus dynamiques, pour les reverser aux moins favorisées,

Publié le



Monsieur le Président expose au Conseil communautaire qu'il a été le 1948 200 069 150 2024 091 2 005 EB 2024 3 096-DE juillet 2024, de la part des services de la Préfecture de la Lozère, de deux fiches d'information

L'une, à la répartition de droit commun, au niveau de l'ensemble intercommunal, du prélèvement et/ou du reversement au titre du Fonds national de péréquation des ressources

intercommunales et communales (FPIC), L'autre, aux différentes données nécessaires au calcul des répartitions dérogatoires entre la

Communauté et ses 17 communes-membres. Il rappelle que la collectivité dispose de 2 mois à compter de cette notification pour délibérer sur les modalités de répartition se rapportant à l'exercice.

**CONSIDÉRANT** qu'il existe différents modes de répartition de ce fonds :

- la répartition dite de droit commun : dans ce cas, chaque commune et l'EPCI conservent les montants du FPIC, tels qu'ils sont répartis dans la notification ; aucune délibération n'est alors nécessaire ;
- la répartition à la majorité des 2/3 en fonction de critères (population, écart de revenu par habitant, et potentiel fiscal ou financier par habitant) : sans que cette répartition n'ait pour effet de majorer ou de minorer de plus de 30 % la contribution ou l'attribution d'une commune-membre par rapport à celle calculée de droit commun. Cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI;
- la répartition dérogatoire libre : l'EPCI est libre d'adopter une nouvelle répartition, sans règle particulière. L'organe délibérant doit, soit délibérer à l'unanimité, soit à la majorité des 2/3 avec approbation des conseils municipaux des communes-membres.

CONSIDÉRANT la délibération du Conseil n°DELIB 2023 122 du 28 septembre 2023 portant répartition dérogatoire libre du FPIC rattaché à cet exercice, au profit de l'intercommunalité, pour l'acquisition de biens en commun ou la réalisation d'actions partagées,

CONSIDÉRANT la réforme des indicateurs financiers mise en œuvre par le Législateur, dans le sillage de la réforme de la Taxe d'habitation et des impôts de production, qui modifie substantiellement la répartition des dotations de péréquation entre collectivités depuis 2023,

CONSIDÉRANT l'examen de ce dossier par le Bureau communautaire le 6 septembre 2024, avec avis unanime favorable en faveur d'une répartition dérogatoire libre :

#### CONSIDÉRANT la répartition de droit commun :

#### LE PRÉLÈVEMENT

relatives:

Le prélèvement sur l'ensemble intercommunal se décompose ainsi :

Entité	Mor	tant prélevé
		2024
BARRE-DES-CÉVENNES	_	3.447€
LES BONDONS	-	2.531€
CASSAGNAS	-	2.373€
BÉDOUÈS - COCURÈS	-	5.491€
FLORAC-TROIS-RIVIÈRES	-	22.670€
FRAISSINET DE FOURQUES	-	1.576€
GATUZIÈRES	-	1.265€
HURES LA PARADE	-	3.283€
ISPAGNAC	-	12.597€
LA MALÈNE	-	2.409€
MEYRUEIS	-	12.356€

Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

Berger Levrault

BÉDOUÈS – COCURÈS	0	ID : 048-20	ID: 048-200069151-20240912-DELIB_2024_096-DE	
FLORAC-TROIS-RIVIÈRES	0	0	0	
FRAISSINET DE FOURQUES	0	0	0	
GATUZIÈRES	0	0	0	
HURES LA PARADE	0	0	0	
ISPAGNAC	0	0	0	
LA MALÈNE	0	0	0	
MEYRUEIS	0	0	0	
ROUSSES	0	0	0	
MAS SAINT CHÉLY	0	0	0	
GORGES DU TARN CAUSSES	0	0	0	
CANS ET CÉVENNES	0	0	0	
SAINT PIERRE DES TRIPIERS	0	0	0	
VÉBRON	0	0	0	
CC- Gorges Causses Cévennes	-195.426€	264.412€	68.986€	
Dont « gain » lié au solde de la part communale			35.927€	

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants,

PREND ACTE de la répartition de droit figurant dans la fiche de répartition de droit commun,

**DÉCIDE** de retenir la répartition dérogatoire libre telle que proposée par Monsieur le Président,

**PRÉCISE** que la présente délibération ne vaut que pour la répartition du prélèvement au titre de l'année 2024,

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document utile se rapportant à cette affaire.

Le Président, Henri COUDERC

GORGES
GO

Le secrétaire de séance, François ROUVEYROL

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

ID 3 0 15 2 5 0 0 6 8 1 5 1 - 2024 0 9 1 2 - DELIB\_2024\_09 6 - DE

ROUSSES		ID 1048-200069
MAS SAINT CHÉLY	-	2.355€
GORGES DU TARN CAUSSES	-	17.966€
CANS ET CÉVENNES	-	3.917€
SAINT PIERRE DES TRIPIERS	_	1.802€
VÉBRON	-	4.046€
Sous total prélèvement communes-	-	
membres	101.781	l€
CC- Gorges Causses Cévennes	-	93.645€
Total	-	195.426€

#### **LE VERSEMENT**

Le versement au bénéfice de l'ensemble intercommunal se décompose ainsi :

Entité	Montant reversé
	2024
BARRE-DES-CÉVENNES	4.473€
LES BONDONS	2.778€
CASSAGNAS	2.864€
BÉDOUÈS - COCURÈS	9.162€
FLORAC-TROIS-RIVIÈRES	40.636€
FRAISSINET DE FOURQUES	1.491€
GATUZIÈRES	784€
HURES LA PARADE	4.750€
ISPAGNAC	14.498€
LA MALÈNE	3.512€
MEYRUEIS	16.082€
ROUSSES	3.070€
MAS SAINT CHÉLY	2.168€
GORGES DU TARN CAUSSES	17.413€
CANS ET CÉVENNES	5,636€
SAINT PIERRE DES TRIPIERS	2.127€
VÉBRON	6.264€
Sous total reversement communes-	137.708€
membres	
CC- Gorges Causses Cévennes	126.708€
Total	264.412€

CONSIDÉRANT la proposition présentée par Monsieur le Président d'opter pour la répartition dérogatoire libre au profit de l'intercommunalité, offrant l'opportunité de financer des actions d'intérêt communautaire supplémentaires à définir en commun (matériel technique en commun, panneaux d'affichage, récupérateur d'eau de pluie, autres actions partagées comme des dispositifs hydro-économes ou la politique sociale de l'eau au profit des usagers de l'eau...) à hauteur de 35.927€, comme cela s'est d'ailleurs pratiqué depuis plusieurs années et, comme suit :

Entité	Montant prélevé	Montant reversé	Solde
BARRE-DES-CÉVENNES	0	0	0
LES BONDONS	0	0	0
CASSAGNAS	0	0	0